CONSEIL NATIONAL

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Session des 13, 14 et 15 février 2024

Organisation : URI Grand Est

Intervenant : Sylvie DELANNE

Débat : Actualité revendicative

En France, 2023 s'est terminé par l'adoption de la loi immigration. Loi honteuse, en rupture avec l'histoire républicaine de la France. Les éléments les plus détestables de cette loi sont le fruit, non pas du texte initial du gouvernement pourtant déjà largement critiquable, mais bien des amendements apportés au Sénat par la droite républicaine. Les digues ont une nouvelle fois cédées et le RN ne s'y est pas trompé, revendiquant là une victoire idéologique.

En réaction, le dimanche 21 janvier se tenait partout en France une marche citoyenne. La CFDT appelait à participer à ces rassemblements. Quel bilan faut-il en tirer ?

En Grand Est, il est hétérogène. Dans certains départements les réunions préparatoires regroupant des associations souvent membres du Pacte du Pouvoir de Vivre, des responsables politiques, des syndicats, se sont correctement déroulées. Dans d'autres, les consignes nationales de manifestations sans drapeaux n'ont pas été respectées. Parfois la CGT a cherché à tirer la couverture à elle, préférant la tactique à la stratégie d'alliance et se montrant bien loin des enjeux.

Dans certains départements, les rassemblements n'ont même pas été possibles. Mais partout, et même là où la mobilisation a été la plus réussie, il y aura eu relativement peu de militants CFDT et les rassemblements n'ont réuni que le premier cercle des différentes organisations.

Notre opposition à la loi immigration est une opposition citoyenne et syndicale. La CFDT est dans son rôle. Depuis toujours, nous articulons les questions sociales et sociétales. Nous prenons en compte les aspirations et revendications au travail et hors travail. Nous cherchons à conjuguer démocratie sociale et démocratie politique. Mais nous le savons, en interne tout cela fait parfois débat et est insuffisamment connu de bon nombre de militants, voire de responsables. C'est pourquoi en Grand Est nous organiseront dès les prochaines semaines, une série de débats sur notre rapport aux politiques et à l'extrême droite, ainsi que les fondamentaux de notre projet de société.

Le premier a eu lieu avec le Bureau Régional en présence d'Olivier GUIVARCHE, d'autres vont venir avec notamment une journée d'études intersyndicales sur le thème.

Le Grand Est reste marqué par les 2 guerres mondiales. Notre territoire est frontalier avec quatre autres pays. Le parlement européen siège à Strasbourg. L'Union européenne a permis de garantir la paix, la démocratie et le progrès économique et social sur notre continent. Un illustre adhérent CFDT a incarné l'Europe mieux que quiconque. Et nous avons une pensée pour Jacques Delors qui nous a quittés fin décembre.

Un grand nombre d'acquis pour les travailleurs sont le résultat de transpositions de directives et de textes européens. Mais l'Europe a besoin d'être réformée et de mener des politiques plus ambitieuses. Les sondages, qui annoncent une possible victoire des partis d'extrême droite aux élections européennes, sont plus qu'alarmants. La campagne pour les élections européennes va nous permettre de réaffirmer notre projet européen et de combattre les idées d'extrême droite. Nous le ferons en Grand Est en lien avec le plan d'action de la confédération et également au travers d'initiatives spécifiques comme la réunion et la conférence de presse prévue à Schengen quelques jours avant le scrutin avec les représentants des syndicats de la Grande Région.

La note le rappelle, l'année 2023 a aussi été marquée par un mouvement social historique. Les attentes, le ressentiment, les frustrations sont fortes et peuvent ressurgir à tout moment. Pour preuve le mouvement de contestation des agriculteurs.

Ce mouvement et le traitement qui lui est donné interroge. Chacun comprend la détresse d'agriculteurs aux abois. Merci à la CFDT Agri Agro d'avoir mis en avant ce qui était absent du débat à savoir : des politiques publiques agricoles basées sur des exonérations, l'absence de toute évaluation, la place du salariat agricole et les conditions d'une transformation du model agricole.

La confédération nous invite à poursuivre nos actions pour tracer un chemin porteur de mieux vivre ensemble malgré les périls. C'est modestement ce que nous tentons de faire à travers notre investissement sur les questions de dialogue social territorial. Et ces dernières semaines, il y a quelques résultats encourageants.

Si le CESER n'est pas le lieu du dialogue social, il contribue à le rendre possible. Alors partageons la bonne nouvelle d'une présidente CFDT au CESER Grand Est, seule candidate à sa réélection et largement plébiscité par les trois collèges. Et puis la conférence sociale Grand Est que nous avons porté à bout de bras, produit enfin ces premiers effets concrets pour les travailleurs avec la mise en place d'un EDEC centré sur les sous-traitants de la filière automobile impactés par le passage à l'électrique. Merci à la FGMM pour le travail conjoint réalisé au service du territoire et des travailleurs du secteur.

Quelques mots sur notre action pour la santé au travail. D'abord un grand merci à Isabelle MERCIER qui est venue amener son soutien à l'équipe INRS de Vandoeuvre

à nouveau en difficulté face aux incertitudes qui pèsent sur le financement de cet outil majeur des politiques de prévention.

Nous alertons également sur les fonctionnements des services de santé au travail. Entre gouvernance phagocytée par le patronat, concurrence plutôt que complémentarités, manque de médecins..., nous sommes loin d'une situation acceptable pour les travailleurs et nos mandatés sont à la peine.

Le cancer du sein est le 1er cancer chez les femmes. Près de 60 000 nouveaux cas sont détectés chaque année. La prévention des facteurs de risques professionnels est quasi inexistante.

Depuis 2017, plusieurs structures CFDT (dont l'URI Grand Est) ont engagé un travail sur ce sujet (questionnaire, sensibilisation, accueil, réunions publiques). Des déclarations en maladie Professionnelles ont été déposées, plusieurs ont été reconnues dans le privé et dans le public. Mais tout reste à faire.

Face aux chantiers qui s'annoncent, notre cohésion interne est une condition sine qua non à notre capacité d'agir. L'UTI des Ardenne l'a bien compris, et vient de clore une période de crise avec la désignation d'un nouvel animateur de territoire et surtout la mise à plats de règles internes acceptées par tous. Le projet territorial va à présent pouvoir pleinement être porté par le collectif.

Enfin l'année 2024 marque la fin d'un cycle électoral, qui a permis une progression de notre nombre d'adhérents et la création de nouvelles implantations CFDT. Il s'agit maintenant à l'URI de poursuivre et d'amplifier cette dynamique, d'accueillir et de fidéliser, de former et d'accompagner ces nouveaux élus et militants. C'est pour cela que le secteur de formation syndicale a décidé de s'appuyer sur la plateforme "ma formation en 1 clic " afin de simplifier les démarches des militants et sur une offre de formation renforcée proche des équipes et élus. L'URI organisera également des "ateliers de l'accompagnement" sur le territoire, pour que les syndicats puissent travailler chacun à leur échelle cette politique et voir comment relever cet enjeu collectivement.

Merci pour votre écoute.